INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE · FICHE MESURE

Commande publique souveraine et rationalisée

Commande publique souveraine et rationalisée : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**−8 Md€**	**+1,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +8 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Réforme du Code de la commande publique (cadre UE) + renforcement de la Direction des achats de l'État.

Résumé

Rationaliser les ~160 Md€/an d'achats publics : mutualisation interministérielle, centrale d'achat renforcée, préférence PME et local dans le cadre européen, lutte contre la surfacturation. Économiser pour le contribuable tout en faisant circuler l'argent public vers le tissu productif national.

Financement

Économies attendues : une amélioration de ~1 % sur ~160 Md€/an d'achats publics via mutualisation et lutte anti-surfacturation représente ~1,6 Md€/an. Estimation prudente retenue : **~+1,6 Md€/an, soit ~+8 Md€ sur 5 ans**, hors bénéfices indirects pour le tissu productif national.

Coût : ~100 M€/an (professionnalisation, systèmes d'achat), soit ~0,5 Md€ sur 5 ans.

Solde net : **~+8 Md€ sur 5 ans**.

Calendrier

- **An 1.** Réforme du cadre de la commande publique. Renforcement de la Direction des achats de l'État et des centrales d'achat.
- **An 2.** Massification des achats courants. Allotissement PME et critères UE (cycle de vie, local) généralisés.
- **An 3.** Clauses de souveraineté sur les segments stratégiques. Premier bilan d'économies.
- **An 4.** Évaluation indépendante des gains et de l'accès des PME. Référentiels de prix anti-surfacturation.
- **An 5.** Rapport public : économies réalisées, part des PME et du local, souveraineté des achats critiques.

Indicateurs de succès

- Économies annuelles sur la commande publique : cible ~1,6 Md€/an.
- Part des marchés publics attribués à des PME : objectif en hausse mesurable.
- Part des achats critiques sécurisés (production européenne) : objectif en hausse.
- Écart de prix constaté vs référentiels (surfacturation) : objectif en baisse.

Public cible

Le contribuable (achats moins chers), les PME et ETI françaises (accès aux marchés publics), les filières souveraines (débouchés), et les administrations (professionnalisation de l'achat).

Sources

- OECP — Observatoire économique de la commande publique — https://www.economie.gouv.fr/daj/oecp — Volume et structure de la commande publique en France.
- Directives européennes 2014/24/UE — Marchés publics — https://eur-lex.europa.eu — Marges de manœuvre autorisées (critères environnementaux, sociaux, cycle de vie).
- Cour des comptes — Rapports sur les achats de l'État — https://www.ccomptes.fr — Gisements d'économies et cas de surfacturation.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/commande-publique-souveraine-rationalisee/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.